

LA PRÉSIDENTE. – La parole est à M. Marty.

M. MARTY (*Suisse*). – En fait, je vais renoncer à ce que je voulais dire, car cela a déjà été exposé bien mieux que je ne saurais le faire. Sans compter que cela figure aussi dans l'excellent rapport de M. Sasi.

Si je me réfère à l'activité qui a été la mienne dans cette enceinte ces dernières années, j'ai la tentation, que d'aucuns jugeront téméraire, d'établir un certain parallélisme entre deux lieux qui sont devenus des symboles : Guantanamo et Wallstreet. Entre les actions qui ont été menées dans le domaine de l'État de droit, dans celui de la protection des libertés individuelles et, ces dernières années, dans le domaine de la finance, il est possible de trouver des analogies assez inquiétantes.

Pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme, on a estimé que les instruments de la justice n'avaient pas de valeur. Certains ont même tiré argument du fait que l'on était en guerre et que même les conventions de Genève ne pouvaient s'appliquer car elles ne concernaient que les guerres classiques. On a alors inventé des « instruments » qui violent gravement les droits de l'homme. Des personnes ont été enlevées et détenues pendant des années sans motif d'accusation et sans garanties judiciaires. Dans le secteur de la finance, on a tout à coup abandonné les critères de la transparence pour se cacher derrière des « instruments virtuels » absolument opaques et qui, en fin de compte, sont sans valeur réelle. On a surtout perdu tout sens de la décence en affichant d'une façon éhontée l'avidité. Je sais bien que celle-ci fait partie de la nature humaine, mais, ces dernières années, dans la finance, l'avidité a été sciemment affichée.

S'agissant de Guantanamo, dans les débats qui ont eu lieu entre des intellectuels très respectables aux États-Unis et en Europe, on a entendu dire que la torture, dans certains cas, pouvait être justifiée.

De même, des commentateurs très estimés ont déclaré qu'il était juste que des dirigeants de banque gagnent des millions, que ce soit en euros, en dollars ou en francs suisses.

Bref, dans ces deux domaines, nous avons assisté à une relativisation, sinon à une dévaluation, de nos valeurs fondamentales. D'ailleurs, ces dernières années, celui qui parlait de « valeurs » était considéré comme un conservateur. On le traitait de « rétro ». Non ! Aujourd'hui, nous devons redonner du sens à ces valeurs. Les financiers, pas plus que la CIA à Guantanamo, ne sont pas seuls responsables. Les politiques le sont également. Dans les deux cas, on a assisté très passivement à cet état de fait. Les États-Unis ont réagi. En revanche, que se passe-t-il en Europe ? Il me semble que nous sommes encore dans le brouillard. (*Applaudissements*)